

Le projet de loi « Climat et résilience », discuté à l'Assemblée nationale, est le dernier texte du quinquennat consacré à l'environnement. En l'état, il est très loin de l'ambition requise pour répondre à l'urgence écologique et atteindre les objectifs que la France s'est fixée. De nombreuses organisations, mais aussi le Haut Conseil pour le Climat, le Conseil national de la transition écologique et le Conseil économique, social et environnemental l'ont affirmé à de nombreuses reprises.

Le gouvernement, après s'être renié sur de nombreux sujets et avoir été reconnu coupable d'inaction climatique, a mis de côté ou considérablement amoindri les propositions de la Convention citoyenne pour le climat que cette loi était censée reprendre.

Les député.es, qui débattront du projet de loi en séance plénière à partir du 29 mars, doivent à présent prendre leurs responsabilités, notamment :

- → en renforçant les articles du projet de loi dans le sens d'une plus grande ambition écologique, notamment s'agissant de la rénovation thermique des bâtiments, de la réglementation de la publicité et de l'utilisation des engrais azotés, du recours aux menus végétariens dans la restauration collective, de la lutte contre l'artificialisation des sols (l'implantation d'entrepôt du e-commerce), de la limitation des vols intérieurs en avion ou la responsabilité climat des grandes entreprises.
- $\rightarrow$  en renforçant les articles du projet de loi dans le sens d'une meilleure prise en compte des aspects de justice sociale afin de rendre la transition écologique accessible à toutes et tous. Les problématiques d'emploi et de reconversion de certains secteurs doivent être pris en compte.

Le 28 mars, veille de l'examen du projet de loi, nous nous mobiliserons ensemble pour dénoncer son manque d'ambition et les manœuvres qui tentent de l'affaiblir, exiger une vraie Loi Climat à la hauteur de l'urgence écologique.

Nous invitons les collectifs locaux de lutte contre les projets climaticides à apparaître clairement dans la manifestation. (Contre le contournement sud de la Roche-sur-Yon, contre le projet de port de Brétignolles, contre Amazon et son monde...)

Le collectif «Plus jamais ça » de Vendée : ATTAC Vendée, CGT, FSU, Solidaires, LDH, EELV, PCF, Gauche Avenir Vendée, France Insoumise, Youth for Climat, Gilets Jaunes de Vendée, les Voies Citoyennes.